



## Quand néofascisme rime avec néolibéralisme: coup d'État en Bolivie et infox

Le coup d'État en Bolivie ne tombe pas du ciel, il révèle la patte des Etats-Unis. C'est la revanche de la classe dominante, fortement teintée de racisme. Le pays va-t-il vers un bain de sang ?

Par [Marc Vandepitte](#)

Mondialisation.ca, 13 novembre 2019

[Investig'Action](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#), [Services de renseignements](#)

« Pourquoi n'y a-t-il jamais eu de coup d'État aux USA.

Parce que là, il n'y a pas d'ambassade des Etats-Unis ».

- Plaisanterie classique en Amérique latine.

Le dimanche 10 novembre un coup d'État a été perpétré en Bolivie. L'armée a contraint le président Evo Morales, nouvellement élu, à démissionner. Dans la rue la violence monte. Des bandes armées de l'opposition agressent des militants et dirigeants du Mouvement pour le Socialisme (MAS) d'Evo Morales. Elles intimident des journalistes, mettent le feu aux maisons de membres du MAS, notamment de la sœur d'Evo.

A certains endroits, toute personne qui semble indigène est agressée physiquement. Des femmes indigènes sont déshabillées et molestées. Il y a déjà eu plusieurs morts.

La revanche sur la vague rose

Ce coup d'État n'est pas totalement inopiné. C'est le énième coup d'État ou tentative de putsch en Amérique latine depuis le début de ce siècle : Venezuela en 2002, Haïti en 2004, la Bolivie en 2008, le Honduras en 2009, l'Equateur en 2012, à nouveau le Venezuela depuis 2013, le Brésil en 2016 et le Nicaragua en 2018.

C'est une réaction à la déferlante de gauche, dite « marée rose » en Amérique latine. Dans les années '80 et '90, le rouleau compresseur néolibéral avait provoqué un vrai bain de sang dans la région. Le nombre de pauvres avait augmenté d'un tiers. La population ne l'accepta pas et les pays élirent l'un après l'autre un président de gauche.

Sous l'administration de ces présidents de gauche, des programmes anti-pauvreté ont été implémentés et le pouvoir néolibéral a été limité et réduit. Un front s'est également constitué pour réduire l'emprise des Etats-Unis sur le continent.

La vague de gauche ne plaisait évidemment pas aux élites de ces pays, pas plus qu'au gouvernement étatsunien. Tout a été fait pour éliminer ces présidents de gauche. En première instance, par le moyen des élections. Pour l'élite, les élections sont habituellement un « match à domicile » : les partis traditionnels lui obéissent au doigt et à l'oeil, elle

dispose d'importants moyens financiers, contrôle les médias ou manipule les réseaux sociaux, et elle brandit la menace du désastre économique ou du chaos au cas où les gens voteraient pour la gauche.

Révolutions de couleur et coups d'État « civils » ...

Cette recette électorale a servi longtemps, jusqu'à ce que Hugo Chavez fût élu au Venezuela en 1998. Depuis lors, dans bien des pays, la confrontation électorale se révéla beaucoup moins en faveur de l'élite et des intérêts étatsuniens. C'est pourquoi on fit appel à une autre stratégie : une révolution de couleur, ou une autre forme de coup d'État « civil » ou « constitutionnel », ou une combinaison des deux. L'unique objectif étant évidemment d'en finir avec le président de gauche. Avec le soutien des médias contrôlés par l'élite, ces coups d'État camouflés sont recadrés en soulèvements populaires spontanés ou interventions constitutionnelles légitimes.

Cette tactique n'est pas vraiment neuve, sauf que la carte militaire est jouée moins volontiers que dans le passé. A partir des années '50 et jusqu'aux années '80 du siècle dernier, le continent a encore été la proie de coups d'État militaires. Le plus notoire est celui du Chili en 1973. Le putsch néofasciste de Pinochet a mis fin au gouvernement progressiste de Salvador Allende et créé les conditions idéales pour un régime néolibéral : l'éradication de toute opposition sociale. Car néofascisme rime avec néolibéralisme. La dictature militaire au Chili est devenue le premier terrain d'essai pour les croisés du néolibéralisme. La Bolivie, qui fut une dictature militaire jusqu'au début des années '80, devint le deuxième laboratoire, avec les conséquences sociales bien connues.

... avec le soutien des Etats-Unis

Depuis deux cents ans l'Amérique latine est l'arrière-cour des Etats-Unis. Les Etatsuniens ont de grands intérêts économiques à préserver, ce pourquoi ils ont quelque quatre-vingt bases militaires.

Le personnel diplomatique étatsunien en Bolivie a une forte tradition d'intrigues et d'ingérences dans les affaires intérieures du pays. C'est ainsi qu'un vrai scandale a été déclenché à propos du président - juste après une rencontre entre le diplomate étatsunien du grade le plus élevé à l'époque et un « journaliste » qui, dans une vie antérieure, était le chef du service de renseignement. Après coup il apparut que tout reposait sur une infox, mais cela entraîna néanmoins la défaite de justesse d'Evo Morales au referendum constitutionnel de 2016.

Dans un passé récent Carlos Mesa, l'adversaire droitier d'Evo Morales lors des dernières élections, a eu des contacts avec plusieurs hauts fonctionnaires et parlementaires des Etats-Unis. Fin juillet 2018 il annonçait déjà qu'une réélection d'Evo Morales entraînerait « une situation que nous ne souhaitons pas : la violence ». Cela indique que le coup d'État actuel était bien préparé. L'OEA - Organisation des États Américains - a également joué un rôle déterminant dans ce coup d'État. L'OEA a été créée en 1948 par les USA pour que les pays d'Amérique latine restent dans le sillage de Washington. Elle a refusé de reconnaître les résultats des élections boliviennes. Elle a ainsi exercé une forte pression sur le gouvernement et fourni à l'armée un prétexte pour exiger la démission du président Morales.

Des intérêts économiques

La Bolivie a toute sa place dans la liste des pays énumérés plus haut. Dans tous ces pays la situation sociale s'est généralement améliorée de manière spectaculaire. En Bolivie également. Sous l'administration d'Evo Morales les salaires réels ont augmenté de 60 % et la pauvreté extrême a été réduite de 60 % également. Cette gouvernance sociale n'a été possible qu'en nationalisant un certain nombre de secteurs clés de l'économie. Pour l'élite c'était impardonnable. A cet égard il n'est pas inintéressant de rappeler le plan d'Evo Morales pour le lithium : non seulement l'extraire mais aussi le transformer en batteries. Le lithium est une matière première très importante pour la nouvelle économie et il sert dans la production de véhicules électriques, d'avions, de batteries, de téléphones mobiles ainsi que de médicaments. La Bolivie possède les plus grandes réserves mondiales de lithium. Les élites mondiales n'acceptent pas que cette matière première stratégique soit aux mains de la gauche.

### Le facteur indigène

Mais il y a en Bolivie un facteur supplémentaire : la question indigène. Evo Morales est le premier président indigène. Plus encore : il a donné davantage de droits et amélioré la situation sociale de la population - majoritairement indigène - qui auparavant était traitée comme des citoyens de seconde classe. L'élite généralement blanche et souvent ouvertement raciste n'a jamais pu le digérer. Le coup d'État perpétré aujourd'hui est leur revanche. Ce n'est pas un hasard si les violences visent à présent explicitement la population indigène.

Par ce coup d'État l'élite veut remettre les pendules à l'heure. Elle terrorise les élus MAS et leurs possibles partisans. Le président Evo Morales, qui a osé toucher à ses privilèges et à ses possessions, doit être éliminé politiquement ou physiquement. Il n'est pas à exclure que le pays ne soit exposé à un bain de sang.

Marc **Vandepitte**

*Traduction du néerlandais : Anne Meert pour Investig'Action*

La source originale de cet article est [Investig'Action](#)  
Copyright © [Marc Vandepitte](#), [Investig'Action](#), 2019

Articles Par : [Marc Vandepitte](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)